



Pour bien montrer que la propagande du gouvernement ne parvient pas à convaincre du bien-fondé de sa réforme, nous sommes là présents aujourd'hui en représentant l'écrasante majorité de la population qui fait preuve de bon sens en rejetant cette réforme brutale, inacceptable et inutile.

Nous sommes déterminés à empêcher le recul de l'âge légal à 64 ans et l'allongement du nombre de trimestres pour les futurs retraités, ce qui aurait pour effet de faire aussi baisser plus rapidement leurs pensions.

En opposition à ce projet, grâce à vous, l'unité des organisations syndicales a construit un mouvement solide, déterminé, ancré dans le paysage social de tout le pays qui révèle aussi l'inquiétude face à la désertification des territoires, le manque de services publics, les incertitudes en matière d'emploi, de salaires et de pouvoir d'achat, sans parler des graves préoccupations du monde agricole.

En complément de ces manifestations, c'est plus d'un million de personnes qui ont signé la pétition en ligne proposée par les organisations syndicales. Cette opposition à la réforme touche désormais toutes les strates de la population.

Malgré cela, le gouvernement et le président de la République restent sourds et dégradent la cohésion sociale du pays en refusant toujours de retirer le projet.

Plutôt que de répéter à l'adresse des syndicats : j'en appelle à la responsabilisation ! nos dirigeants doivent revenir sur leur projet et reconsidérer les propositions des syndicats qui ont été balayées d'un coup de main.

Le thème central de nos actuelles revendications concerne le projet de réforme des retraites, mais il révèle dans sa globalité un système politique qui ne tient pas compte d'un juste partage des richesses.

Comment ne pas s'offusquer du cynisme des uns qui étalent des trains de vie fastueux pendant que d'autres, de plus en plus nombreux, peinent à trouver un logement ou un bout de pain pour survivre.

Cette situation révoltante doit s'arrêter !

Ne pas écouter la rue c'est mettre en danger nos systèmes de solidarité, c'est prendre le risque d'une catastrophe démocratique, économique voire humaine.

L'intersyndicale réaffirme sa détermination à mettre la France à l'arrêt ce 7 mars. En vous déclarant en grève et en participant massivement à cette manifestation (vous êtes aujourd'hui milliers à arpenter les rues de Tarbes), vous montrez semaine après semaine votre ferme opposition au projet présenté par le gouvernement.

Les organisations syndicales professionnelles ici réunies ont interpellé localement les parlementaires sur la base d'un courrier commun qui leur a été adressé, principalement à Mesdames les sénatrices appelées à examiner la réforme et à se prononcer sur les bancs du Sénat. Ne doutons pas de leur ferme opposition.

Et demain 8 mars, journée internationale de lutte pour les droits des femmes, nous nous devons de dénoncer partout l'injustice sociale majeure qui nous impacte.

Inégalités de carrière, inégalités de retraites, ça suffit !

En plus des pensions de droit direct inférieures de 40% à celle des hommes, les femmes sont deux fois plus nombreuses à travailler jusqu'à 67 ans et 40% d'entre elles partent en retraite avec une pension incomplète.

Localement, pour les soutenir, n'oublions pas de rejoindre le rendez-vous place Verdun demain à 15h40 et de participer à la manifestation qui suivra à 17 heures.

Pour finir, sachez que nos représentants nationaux se réunissent en intersyndicale ce soir à Paris afin de définir les suites à donner au mouvement. De notre côté, nous vous informerons très vite des actions que nous ne manquerons pas de mettre en place.